

	#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
			Excepté quelques doublons Source L'intégralité des propositions des socialistes pour changer la France Document de 75 pages téléchargeable ici http://www.lesechos.fr/medias/2011/0404/0201280439825_print.pdf	Sur 490 :	Dépense 194 Moindre dépense 26 Recette 28
I.	1	3	création d'une Banque publique d'investissement BPI : regroupement de la filiale entreprises de la CDC, d'Oséo, du FSI, de l'Emprunt national, des structures régionales de capital investissement, des dispositifs d'accompagnement de la Banque Postale et de la Banque de France		
	2	4	création d'une agence des TPE/PME de moins de 20 salariés au sein de la BPI	Dépense	
R	3	5	PME face aux grandes entreprises : recours juridiques simplifiés et accélérés		
e	4	5	PME face aux grandes entreprises : réduction des délais de paiement jusqu'à 45 jours		
d	5	5	PME face aux grandes entreprises : renforcement des pénalités de retard		
r	6	5	PME face aux grandes entreprises : transformation du trimestre créateur pour la TVA en mois créateur		
e	7	5	rôle du médiateur du crédit pérennisé et pouvoirs renforcés	Dépense	
s	8	5	PME accès à la commande publique : mise en place de quotas ou de référencement particuliers		
s	9	5	Commerces : toute ouverture ou extension d'une surface commerciale supérieure à 500 m² sera soumise à autorisation municipale		
e	10	5	Commerces : encouragement de structures dédiées au développement et à l'organisation des commerces de ville	Dépense	
r	11	5	Commerces : révision de la loi LME suppression des soldes flottants		
	12	5	Commerces : opposition à l'extension de l'ouverture le dimanche au-delà de 7 dans l'année		
I	13	5	IS cas bénéficiaires réinvestis en équipements R&D formation salaire taux diminué de 33,3 % à 20 % sinon taux augmenté à 40 %	Neutre	
a	14	6	Crédit d'impôt recherche CIR recentrage vers les dépenses de R&D des PME de - de 2000 salariés, entreprises industrielles exposées à la concurrence internationale, celles stratégiques	??	
	15	6	Réduction des exonérations de cotisations sociales, ciblage prioritaire des PME exposées concurrence mondiale, réduction précarité, égalité salariale hommes femmes	Recette	
F	16	6	création d'un livret d'épargne industrielle : intégration du livret de développement durable et du livret d'épargne populaire	Dépense	
r	17	6	relance du programme national de lignes à grande vitesse (LGV) et les dessertes de proximité	Dépense	
a	18	6	priorité donnée au fret ferroviaire et au développement de l'inter-modalité : objectif 50 % des volumes de marchandises acheminées par le train en 2020	Dépense	
n	19	6	Co-investissement franco-allemand pour réaliser la ligne TGV Paris-Berlin d'ici fin 2020, moins de 3h30	Dépense	
c	20	6	accès et connexion au haut débit et très haut débit : développement sur l'ensemble du territoire	Dépense	
e	21	6	Objectif ne pas perdre les emplois industriels : pacte de production et de co-développement industriel avec les pays de la rive sud de la Méditerranée		
	22	7	Emprunt européen pour réaliser les grands programmes d'investissements dans les domaines du futur (soit permettre à l'Europe d'emprunter soit augmenter le prochain budget communautaire)	Dépense	
	23	7	Mise en place d'une vraie agence de l'innovation industrielle et de la réindustrialisation adossée à la BEI	Dépense	
	24	7	création d'un brevet européen		
	25	7	vœux de gouvernement économique de l'Europe : rééquilibrer la politique de change de l'Euro imposer la réciprocité dans l'échange commercial		
	26	7	généralisation du principe de l'éco-conditionnalité des aides aux entreprises, dont allègements de cotisations sociales	Recette	
	27	7	commande publique soumise à une notation social-écologique des entreprises		
	28	8	soutien financier bonifié des projets industriels innovants dans les nouveaux usages (biogaz, biomasse, déchets)	Dépense	
	29	8	encouragement aux relocalisations d'activités	Dépense	
	30	8	développement de l'éco-labelisation et de l'éco-certification des produits et procédés industriels		
	31	8	mise en place d'une contribution climat-énergie : rendre la TVA éco-modulable	Recette	
	32	8	accélération de la rénovation thermique du parc de logements anciens	Dépense	33 taxation des ers des groupes pétroliers
	33	8	taxation des ers des groupes pétroliers	Recette	34 mettre en place des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité + aides à la réalisation d'audits thermiques et de travaux d'isolation + développer des énergies renouvelables
	34	8	mettre en place des tarifs sociaux du gaz et de l'électricité	Dépense	33 taxation des ers des groupes pétroliers
	35	9	audit du parc nucléaire actuel	Dépense	
	36	9	création d'une filière du nucléaire civil français au capital contrôlé par la puissance publique : organisation de l'ensemble des acteurs		
	37	9	plan d'investissements massifs pour les énergies renouvelables à l'échelle nationale et européenne	Dépense	
	38	9	création de pôles technologiques dans les territoires pour maintenir les filières d'énergies renouvelables	Dépense	
	39	9	organisation en 2012 d'un débat national sur la transition énergétique		
	40	9	mise en œuvre d'une Communauté européenne des énergies : sécurisation des appros, diversification des sources de production, réduction de la consommation, indépendance énergétique		
	41	10	soutien et accompagnement de l'agriculture durable, notamment biologique exemple réorientation de la commande publique	Dépense	
	42	10	étiquetage approprié des produits pour les consommateurs : lieux de production, performance environnementale		
	43	10	remise à plat du régime social agricole pour aller vers la parité avec les autres régimes	Dépense	
	44	10	inscription dans la charte des Nations unies le droit des peuples à assurer la sécurité de leurs approvisionnements alimentaires		
	45	11	conditionnement de l'accès à la ressource et aux aides publiques : impact environnemental, consommation de carburant, rejets de CO², respect des conventions internationales sur la sécurité et le statut des marins, contribution de l'activité à l'emploi	Recette	
	46	11	développement de nouvelles zones protégées pour les poissons en milieu marin	Dépense	
	47	11	obligation d'inventaires floristiques et faunistiques dans les communes de plus de 50 000 habitants	Dépense	
	48	11	création d'une commission spéciale chargée de protéger la biodiversité d'Outre-mer	Dépense	
	49	11	durcissement des sanctions pénales en cas d'infractions au code de l'environnement		
	50	11	mise en place d'un droit d'expropriation sur les forêts pour les collectivités locales ou leurs groupements		
	51	11	Agences régionales de l'innovation : pour simplifier le réseau des dispositifs d'accompagnement et le régime des aides à l'innovation	Dépense	
	52	11	passerelles entre formations multipliées		
	53	11	multiplication des possibilités de mises en disponibilité pour les chercheurs	Moindre dépense	
	54	11	emploi des docteurs (au sens de niveau de diplôme) facilité dans le secteur privé	Moindre dépense	
	55	11	association systématique des établissements d'enseignement supérieur aux pôles de compétitivité		
	56	11	proposition du traitement différencié des dépenses d'avenir dans le Pacte de stabilité et de croissance : innovation, recherche, éducation, enseignement supérieur et grandes infrastructures préparant l'avenir		

#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
57	12	vote d'un plan pluriannuel de création d'emplois scientifiques	Dépense	
58	12	accueil d'étudiants et de chercheurs étrangers favorisé		
59	12	Avancées scientifiques : passer d'un régime d'interdiction avec dérogations à un régime d'autorisation encadré		
60	12	recherche encouragée sur les maladies neuro-dégénératives et le développement des technologies d'aide à l'autonomie	Dépense	
61	12	plan de déploiement de la fibre optique	Dépense	également page 39 d'ici 10 ans cf page 68
62	12	reprise d'entreprise par les salariés sous forme de SCOP ou de SCIC facilitée		
63	13	création d'un statut de salarié repreneur		
64	13	création d'un droit de préemption social		
65	13	conditionnement de certaines aides publiques aux entreprises à l'accueil de salariés en situation de handicap, en voie d'insertion ou de retour à l'emploi	Moindre dépense	
66	13	mise en place de nouveaux outils pour valoriser le bénévolat		
67	13	organisation d'une Conférence nationale avec les partenaires sociaux pour déterminer l'agenda social des négociations à mener et les actions prioritaires		
68	13	300 000 emplois d'avenir proposés sur 5 ans, moitié dès 2012, secteurs d'innovation sociale et environnementale	Dépense	suppression de la subvention aux heures supplémentaires
69	13	démarche de contractualisation avec les entreprises via un système de bonus malus pour les filières de l'enseignement professionnel		
70	13	mise en place d'un service public de proximité pour l'information et l'orientation tout au long de la vie	Dépense	
71	13	généralisation de la pratique du CV anonyme		
72	13	« Nouvelle chance » sera proposé aux 150 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans qualification, emploi ni formation	Dépense	
73	14	appel à des tuteurs bénévoles pour accompagner des jeunes sans qualification		
74	14	lutte contre les stages abusifs		
75	14	indication du nombre de stagiaires présents dans les bilans sociaux des entreprises		cf page 65
76	14	JRP Institutions Représentatives du Personnel informées lors du recrutement d'un stagiaire		
77	14	négociation triennale obligatoire de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans les entreprises de plus de 300 salariés		
78	14	généralisation des dispositifs de tutorat en entreprise		
79	14	ouvrir la possibilité de réduction progressive du temps de travail	Dépense	
80	14	Plus de 55 ans : limitation ou suppression du travail de nuit et des tâches physiques, augmentation des temps de pause	Dépense	
81	14	coût des licenciements plus chers pour les entreprises qui versent des dividendes ou qui rachètent leurs propre actions		
82	14	obligation de remboursement préalable des aides publiques perçues 5 ans avant toute ouverture de licenciements ou de fermetures de sites	Moindre dépense	
83	14	possibilité donnée aux salariés de saisir le TGI		
84	15	annulation des mécanismes d'exonération ayant dégradé la bonne application des 35 heures : notamment détaxation des heures supplémentaires	Moindre dépense	
85	15	suppression des exonérations de cotisations sociales aux entreprises qui emploient un quota trop élevé de travailleurs précaires (un an pour négocier un accord de réduction)	Moindre dépense	
86	15	renforcement des moyens de l'inspection du travail	Dépense	
87	15	renforcement de la négociation collective		
88	15	proposition de mise en place de nouvelles normes comptables européennes intégrant l'empreinte écologique et les critères sociaux au bilan ; obligation de bilan pays par pays fixée aux multinationales		
89	15	CHSCT renforcés		
90	15	droit à la démocratie sociale via la mutualisation des structures au niveau du bassin d'emploi pour les entrepreneurs et salariés de TPE		
91	15	présence des salariés des très grandes entreprises dans les instances de décision (conseils d'administration de surveillance comités de rémunération)		
92	16	organisation d'une conférence salariale annuelle		
93	16	établissement par les partenaires sociaux d'un cadre général d'évolution des salaires ayant vocation à orienter les discussions dans les branches professionnelles et les entreprises		
94	16	revalorisation du Smic		
95	16	Proposition au sein des entreprises qui ont une participation publique dans leur capital : rémunérations comprises dans une échelle de l'ordre de 1 à 20		
96	16	fixation d'un ratio par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition du conseil d'administration après avis du CE		
97	16	exonérations de cotisations sociales conditionnées à la conclusion d'un accord salarial opérant le rattrapage d'égalité salariale entre les femmes et les hommes délai d'un an	Moindre dépense	cf page 66
98	16	alignement de la fiscalité dérogatoire de revenus comme les stock-options ou les attributions gratuites d'actions sur celle qui pèse sur les salaires	Recette	
99	16	élaboration d'un indicateur de développement humain publié chaque année		
100	17	création d'un indice du coût de la vie		
101	17	indexation de l'ensemble des aides sociales sur cet indice	Dépense	
102	17	interdiction des crédits renouvelables		
103	17	mise en place d'un crédit social à la consommation assorti d'une formation à la gestion de ses finances publiques	Dépense	
104	17	renforcement des pouvoirs de la Commission des Clauses Abusives, qui devra devenir permanente	Dépense	
105	17	séparation des activités de dépôt et des activités financières dans les métiers bancaires		
106	17	mise en place de mécanismes de garantie et de solvabilité des banques financées par elles-mêmes		
107	17	limitation de la taille des établissements qui conduisent des activités spéculatives		
108	17	surtaxe de 15% de l'IS acquitté par les banques et établissements financiers en LFI 2013	Recette	financement des retraites de la nation
109	18	taxe de 0,05 % sur les transactions financières (200 MdE à l'échelle UE)	Recette	financement de l'aide aux pays en développement et leur adaptation au réchauffement climatique, réduction des déficits des États membres
110	18	étouffement des organes de contrôle et de supervision au niveau européen	Dépense	
111	18	interdiction de vente à découvert sans contrepartie illicite		
112	18	établissement d'une agence de notation publique sous l'égide de l'Eurogroupe	Dépense	
113	18	suppression des paradis fiscaux		
114	18	interdiction du secret bancaire dans les 27		
115	18	recentrage des grandes écoles sur la mission de formation d'élites utiles au pays		
116	19	mise en place d'un mécanisme européen permanent de stabilité financière permettant de doter la zone Euro d'un véritable instrument de d'obligations européennes ou « Eurobonds ».		

	#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
	117	19	mise en place de mécanismes de concertation en amont de nos budgets nationaux qui dépassent le Pacte de stabilité		
	118	19	dès 2012, d'entamer des discussions pour un nouveau pacte social européen de progrès salaire minimum, fixation d'objectifs nationaux quantifiés pour l'éducation		
	119	19	au niveau européen, idée d'une convergence fiscale par le haut exemple premier temps établissement d'une assiette commune de l'IS		
	120	20	mise en place d'un office franco-allemand de la recherche avec une capacité d'emprunt gagée les deux pays	Dépense	
	121	20	mise en commun des sièges allemand et français au sein du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale	Moindre dépense	
	122	20	rapprochement des outils de défense France Allemagne	Moindre dépense	
	123	21	proposition d'augmentation des budgets nationaux consacrés aux investissements publics et les moyens propres de l'UE	Dépense	
	124	21	débat sur la création d'un impôt européen	Recette	
	125	21	proposition à l'OMC d'inscrire dans les règles du commerce international les normes fondamentales de l'OIT, les normes de lutte contre le réchauffement climatique, les normes techniques et sanitaire de protection des consommateurs européens		
	126	21	en cas d'échec, proposition de mise en place d'écluses tarifaires aux frontières de l'Europe	Recette	
	127	21	Dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux entre l'Union européenne et ses partenaires nous plaiderons pour le renforcement des clauses de sauvegarde visant à garantir la		
	128	22	Nous plaçons pour une politique de change menée par la Banque centrale européenne sous l'impulsion de l'Eurogroupe dont le rôle politique sera renforcé		
	129	22	idée d'un nouveau panier de monnaie géré par le FMI		
	130	22	renforcer les labels et les certifications sociales et environnementales (niveau européen) : minimum publication d'un rapport annuel sur l'impact social et environnemental		
	131	23	élargie le Conseil de sécurité de l'ONU à l'Allemagne Inde Brésil Afrique du Sud Japon et un pays du Monde arabe		
	132	23	reconnaissance de l'ONU comme l'enceinte suprême couronnant et coordonnant l'ensemble des organisations internationales.		
	133	23	mise à disposition de l'ONU de moyens militaires d'intervention et civils substantiels et permanents		
	134	23	retrait des forces militaires françaises en Afghanistan	Moindre dépense	
	135	24	faire aboutir le projet d'OME Organisation mondiale de l'environnement		
	136	24	réévaluation précise de la décision de réintégrer la France dans l'OTAN	Moindre dépense	
	137	24	constitution d'un pilier européen de coopération militaire	Dépense	
	138	24	renforcement de l'Agence européenne de défense	Dépense	
	139	25	désarmement nucléaire universel, progressif, négocié et efficacement contrôlé		
	140	25	nous défendons le développement d'un dispositif moderne de protection du territoire		
	141	25	Nous proposerons la mise en place d'un « passeport de la francophonie » pour créer un sentiment d'appartenance	Dépense	
	142	26	nous proposerons, aux côtés des pays producteurs, la mise en place de mécanismes de régulation protecteurs pour ces pays : côtés des pays producteurs, la mise en place de mécanismes de régulation protecteurs pour ces pays : reconstitution des stocks, lutte contre la spéculation, stabilisation des prix des denrées alimentaires, encadrement et régulation des achats internationaux de terres agricoles		
	143	26	politique de dons aux pays pauvres fondée sur le principe de conditionnalité sociale ; calendrier précis pour respecter l'objectif de 0,7 % de PNB	Dépense	taxe sur les transactions financières
	144	27	se doter d'une politique migratoire niveau français et européen		
	145	27	Sur une base triennale, le Parlement dressera le bilan de notre politique migratoire et décidera de ses orientations futures		
	146	27	annulation de l'arsenal des accords inefficaces de gestion concertée des flux migratoires mis en place la droite, refus du système de quotas		
	147	27	Nous rétablirons la règle instaurée en 1999 par la loi Chevènement, qui met en place un processus progressif de régularisation sur la base d'une procédure simplifiée		
	148	27	Dans le respect des lois de la République, les personnes qui ne répondront pas à ces critères seront l'objet de procédures d'éloignement		
	149	28	progressivité dans la durée des cartes de séjour attribuées : le premier titre de séjour serait toujours d'une durée d'un an, sa durée s'allongerait au fil des renouvellements (trois ans, puis dix ans).		
	150	28	contrat d'accueil et d'intégration pour en faire un acte mutuel entre l'État et les migrants explicitant les droits et les devoirs		
	151	28	Nouer un pacte solidaire avec les pays d'émigration : Faciliter la « coopération du savoir », Lutter fermement contre les réseaux d'immigration illégale Réorienter l'aide aux pays d'émigration pour privilégier les investissements actifs		
	152	30	mise en place d'un service public de la petite enfance	Dépense	voir aussi page 41
II.	153	30	l'école maternelle obligatoire dès l'âge de trois ans	Dépense	
	154	30	Nous augmenterons les moyens affectés à la protection de l'enfance, à la protection maternelle et infantile ainsi qu'à l'action sociale et médico-sociale	Dépense	
R	155	30	congé parental soit partagé à égalité pour chacun des deux parents, montant de l'indemnité accru et plafonné, que la directive européenne qui vise à porter le congé de maternité à 20 semaines s'applique	Dépense	
e	156	30	mettre en place un temps éducatif de cinq jours pour mieux répartir le temps de l'enfant	Dépense	
t	157	30	moyens existants sur l'école primaire et le premier cycle des apprentissages, avec un deuxième professeur par classe là où cela est nécessaire	Dépense	
r	158	31	Collège : place notable soit faite à la culture technologique et professionnelle	Dépense	
o	159	31	Collège : de nouveaux programmes seront élaborés pour la mise en œuvre de modules adaptés	Dépense	
u	160	31	Lycée : évaluation de la réforme imposée par la droite		
v	161	31	Lycée : maintien garanti de la spécificité de la filière technologique		
e	162	31	Lycée : remise à plat des formations professionnelles du CAP au bac professionnel		
r	163	31	suivi des élèves en difficultés prolongées	Dépense	
	164	31	création de métiers d'accompagnement pour les enfants en situation de handicap	Dépense	
I	165	31	part de la dotation en heures d'enseignement aux équipes pédagogiques	Dépense	
a	166	31	modulation de la dotation de moyens, non par zones, mais par établissement en fonction des catégories sociales		
	167	31	nouvelle sectorisation établie, qui prendra en compte un indice de mixité sociale et impliquera l'enseignement privé		
j	168	31	annulation des dispositions récentes qui privilégient l'enseignement privé exemple obligation communes de financer la scolarité d'enfants qui n'y habitent pas		
u	169	31	L'ensemble des acteurs, établissements scolaires, parents, collectivités locales, associations, seront mobilisés autour de « Projets éducatifs locaux » pour mettre en cohérence, au niveau de bassins de formation, les collaborations existantes pour la réussite éducative		
s	170	31	école primaire réalisation pour tous les élèves d'au moins un projet scolaire en lien avec le monde du travail		
t	171	31	mise en place, avec les Régions, d'un service public d'information et d'orientation	Dépense	
i	172	32	construction de « dispositifs relais » pour les jeunes sortis très tôt du système scolaire	Dépense	
c	173	32	éducation nous nous attaquerons à la précarisation des personnels	Dépense	

	#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
e	174	32	ouverture du chantier des missions et de l'organisation du service des enseignants		
	175	32	Éducation progressivité de l'entrée dans la carrière	Dépense	
	176	32	éducation formation continue obligatoire et valorisée dans les carrières	Dépense	
	177	32	Création véritable service public de l'orientation, unifié du secondaire jusqu'au premier cycle universitaire	Dépense	
	178	32	premiers cycles : amélioration du volume horaire et du taux d'encadrement	Dépense	
	179	32	premiers cycles : modules professionnalisants et stages professionnels	Dépense	
	180	32	développement de l'offre de formation dans les filières technologiques et professionnelles bac+2 bac+3 bac+5	Dépense	
	181	32	accueil prioritaire dans les BTS et IUT les bacheliers des filières professionnelles BTS et IUT		
	182	32	formations en alternance renforcées		
	183	32	innovation pédagogique par tous les usages du numérique		
	184	33	constitution des Réseaux d'enseignement et de recherche territoriaux : rapprochement filière Grandes Écoles Universités		
	185	33	mobilité internationale des étudiants et des enseignants encouragée		
	186	33	doublement du nombre de bourses Erasmus et Marie-curie	Dépense	
	187	33	construction de résidences internationales d'accueil nécessaire	Dépense	
	188	33	plan pluriannuel pour améliorer les équipements universitaires	Dépense	
	189	33	réorientation du plan Campus pour les projets non encore lancés		
	190	33	organisation des Assises de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		
	191	33	augmenter le poids du financement de l'enseignement supérieur et de la recherche	Dépense	
	192	33	création de fondations encouragées pour développer les ressources propres des universités		
	193	34	Construire 8 000 logements pour les étudiants par les Schémas régionaux	Dépense	
	194	34	suppression de la caution personnelle : jeunes premiers bénéficiaires		
	195	34	projets pour la colocation et les formules de cohabitation intergénérationnelle soutenus	Dépense	
	196	34	développement des chèques santé pour les jeunes	Dépense	
	197	34	étendue de la gratuité de la contraception au-delà de 18 ans, jusqu'à 25 ans pour les jeunes dépourvus de couverture sociale autonome	Dépense	
	198	34	création d'une allocation d'études pour les jeunes en formation (sous condition de ressources) : regroupe les aides existantes, aides au logement, bourses sur critères sociaux	Dépense	
	199	34	dispositif Nouvelle Chance : un revenu, un suivi et la prise en charge d'une formation complémentaire	Dépense	
	200	34	étude d'un service civique universel, laïque, socialement utile	Dépense	
	201	35	droit à la qualification pour tous garanti par un compte formation individuel	Dépense	
	202	35	Formation : réflexion pour passer de l'obligation des entreprises de dépenser à agir		
	203	35	Nous renforcerons l'accompagnement personnalisé dans une offre de formation diversifiée	Dépense	
	204	35	Construire 150 000 logements sociaux chaque année aux normes BBC	Dépense	réorientation d'une partie des fonds aujourd'hui consacrés à la défiscalisation
	205	36	loi SRU renforcée exigence à 25 % de logements sociaux dont 15 % très sociaux		
	206	36	communes contrevenantes lourdement pénalisées	Recette	
	207	36	quota de logements sociaux imposé dans chaque nouveau projet de construction		
	208	36	alourdissement de la taxation des terrains constructibles et non construits, moyens de préemption renforcés	Recette	
	209	36	taxe sur les logements vacants élargie à l'ensemble des agglomérations situées dans les zones de pénurie	Recette	
	210	36	encadrement des loyers à la location et à la première relocation		
	211	36	souscription par les propriétaires d'une garantie contre les impayés de loyer		suppression caution personnelle du candidat au logement
	212	36	renforcement du dispositif ANAH de réhabilitation des logements anciens	Dépense	
	213	36	maîtrise de l'étalement urbain et préservation des espaces naturels par les PLU	Dépense	
	214	36	Espaces publics de qualité : appel à des concepteurs, paysagistes et designers doit devenir la règle	Dépense	
	215	36	obligation de réserve verte associée au droit à construire		
	216	36	programme mobilisant au minimum 5 % de la surface urbanisable des communes consacrés à des projets créatifs	Dépense	
	217	37	ouverture des services publics sur la ville : autorisation des usages multiples		
	218	37	Eau retour en régie pour les collectivités qui le souhaitent		
	219	37	structure nationale mise en place pour former les élus locaux et leur donner une boîte à outils utile		
	220	37	mise en œuvre d'une tarification différenciée selon les usages de l'eau		
	221	38	tarification de l'électricité selon les usages (indispensables, confortables, superflus)	Dépense	
	222	38	vaste programme d'isolation thermique de l'habitat ancien exemple 70 000 logements sociaux HLM parmi les moins performants conso maximale 150 kW hep/m²/an		
	223	38	Mobilité : tarification multimodale		
	224	38	modernisation des réseaux existants et construction de nouveaux réseaux pour améliorer l'efficacité énergétique et la réduction de l'impact environnemental	Dépense	
	225	38	développement des dessertes transversales	Dépense	
	226	38	relance du fret ferroviaire	Dépense	
	227	38	interdiction progressive, en concertation avec l'Union européenne, du transit des poids lourds à travers le territoire national		
	228	38	nouvelle vague de décentralisation accompagnée de moyens pour les collectivités territoriales		
	229	38	développement de dispositifs de type Eurovigette 3 internalisant les coûts externes associés aux transports et prévoyant le financement d'infrastructures propres		
	230	39	extension du versement transport au-delà des périmètres de transports urbains	Dépense	contributions notamment sur la construction de bureaux
	231	39	lutte intense contre les ententes sur les prix entre opérateurs de téléphonie mobile		
	232	39	imposition d'un tarif social en téléphonie mobile		
	233	39	maintien et financement des obligations de service public de FT, notamment fourniture d'un abonnement au téléphone fixe à tarif réduit		
	234	39	technologies et usage du net : enseignement à l'école et en formation continue	Dépense	
	235	39	garantie de l'accès aux logiciels libres de base et au stockage des données à distance	Dépense	
	236	41	développer les diagnostics précoces des troubles du comportement de l'obésité ou des affections de la vision : recrutement de médecins et d'infirmiers	Dépense	
	237	41	mise en place de circuits courts pour les produits de l'agriculture paysanne		

#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
238	41	accompagnement du déploiement sur tout le territoire de maisons de santé	Dépense	
239	41	Introduction du paiement au forfait pour les médecins généralistes, à terme majoritaire pour les soins de premier recours	Moindre dépense	
240	41	régulation de l'installation des médecins : plafonnement dans les zones sur-dotées, exercice partagé, valorisation du choix d'exercer dans une zone prioritaire pendant 2 ou 3 ans à la sortie des études		
241	42	soins optiques et dentaires pris en charge par la solidarité nationale	Dépense	
242	42	dépassements d'honoraires strictement encadrés	Moindre dépense	
243	42	campagnes de testing pour lutter contre les refus de soins de bénéficiaires de la CMU et de l'aide médicale d'État	Dépense	
244	42	encouragement des alternatives à l'hospitalisation	Moindre dépense	
245	43	mise en place d'un système de compte temps (périodes de formation, de stage, de chômage et temps partiel) pour la nouvelle génération	Dépense	
246	43	rétablissement de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans	Dépense	revenus du capital et les banques, hausse modérée et progressive des cotisations sociales et patronales
247	43	garantie d'un Fonds de réserve des retraites pour amortir les chocs démographiques ou économiques	Dépense	
248	43	revalorisation des petites pensions	Dépense	
249	43	revalorisation des retraites pour tous	Dépense	une partie des fruits de la croissance
250	43	la durée de cotisation peut évoluer	Recette	
251	44	garantie d'un droit à la compensation des incapacités tout au long de la vie, dans le cadre de la Sécu	Dépense	
252	44	système de prise en charge autour de Maisons départementales de l'autonomie (Maisons départementales des personnes handicapées + CLIC)	Dépense	
253	44	mise en place de revenus de remplacements décents en cas d'impossibilité de travailler	Dépense	
254	44	suppression du reste à charge hors hébergement	Dépense	
255	45	mise en place d'un plan d'éducation artistique et culturel s'appuyant sur l'expérimentation territoriale	Dépense	
256	45	éducation artistique et éducation à l'image dans le socle commun d'apprentissage	Dépense	
257	45	garantie de l'accès aux élèves aux pratiques artistiques	Dépense	
258	45	rencontres des élèves avec les artistes les intellectuels les chercheurs favorisées		
259	45	inscription des établissements supérieurs d'art dans le cursus LMD		
260	45	plan d'alphabétisation numérique engagé	Dépense	
261	45	création d'un grand service public numérique pour valoriser les biens culturels	Dépense	
262	45	élargissement au spectacle vivant des mécanismes du CNC à la création audiovisuelle	Dépense	
263	45	soutien à la création de lieux de fabriques, de maisons d'artistes	Dépense	
264	45	développement de résidences de longue durée	Dépense	
265	45	création de plateformes régionales de concertation et d'innovation artistique et culturelle	Dépense	
266	45	soutien de l'emploi culturel et artistique pour passer d'une logique emplois aidés à une logique d'aide à l'emploi	Dépense	
267	45	mise en place d'une chambre professionnelle	Dépense	
268	45	évolution du régime spécifique d'assurance-chômage pour les intermittents	??	
269	45	dégagement de nouvelles sources de financement de la création numérique par des contributions partagées (opérateurs FAI)	Recette	
270	45	partenariats public privé développés pour l'entretien du patrimoine sous condition d'existence d'un projet de valorisation culturelle des sites exploités et de la garantie du caractère public de la propriété		
271	45	obligation du 1 % artistique dans les projets d'aménagements et équipements publics : artistes associés	Dépense	
272	46	plan national de construction et de rénovation d'équipements sportifs	Dépense	
273	46	renforcement de l'éducation physique et sportive dans l'enseignement primaire et secondaire		
274	46	soutien au mouvement associatif (contractualisation pluriannuelle des aides, statut du bénévole, aide à l'adhésion à une association sportive en direction des publics les plus défavorisés)	Dépense	
275	46	création d'un véritable statut pour les sportifs : droits en matière de suivi social et médical, possibilités de formation avant et après, facilités d'accès à un emploi pérenne, prise en charge des cotisations pour la retraite	Dépense	
276	46	renforcement de la lutte contre les dérives (dopage violence affairisme corruption)	Dépense	
277	47	suppression du bouclier fiscal	Moindre dépense	
278	47	suppression de la détaxation des heures supplémentaires	Recette	
279	47	suppression du démantèlement des droits de successions	Recette	
280	47	remise en cause de la baisse de la TVA dans la restauration	Recette	
281	47	évaluation de l'utilité sociale et économique de toutes les niches fiscales et sociales	Recette	cf page 49
282	47	la moitié des recettes supplémentaires de la croissance future affectée au désendettement	PRINCIPE	
283	47	part importante des priorités financée par des redéploiements, sans nouvelle dépense	PRINCIPE	
284	47	éducation réduction du redoublement dans le primaire et secondaire permet d'améliorer l'encadrement des élèves		
285	47	logement fin des mesures de défiscalisation de l'investissement locatif permet de construire des logements sociaux	Recette	
286	47	santé paiement au forfait des moyens pour une politique nationale de prévention		
287	47	recherche meilleur ciblage du CIR permet de dégager des moyens considérables au service de la recherche publique et privée	Moindre dépense	
288	47	élimination des doublons entre État central et collectivités locales	Moindre dépense	
289	48	fusion de l'IR et de la CSG, prélèvement à la source	Recette	
290	49	nettoyage des niches fiscales, refonte de la prime pour l'emploi et du RSA, progressivité	Moindre dépense	une partie au financement de la sécurité sociale pour garantir l'équilibre des comptes sociaux cf page 47
291	49	individualisation progressive du prélèvement pour ne pas pénaliser le travail des femmes		
292	49	réforme des impôts locaux pour tenir compte des revenus dans le calcul de la taxe d'habitation et de la taxe foncière	Recette	
293	49	modernisation des valeurs locatives	Recette	
294	49	maintien ou rétablissement de l'ISF, réduction des niches d'exonération	Recette	
295	49	rétablissement des droits de succession sur les héritages plus plus importants	Recette	
296	49	mise à l'étude d'une contribution climat énergie reposant sur les ménages et les entreprises	Recette	amélioration de l'efficacité énergétique et lutte contre le changement climatique
297	49	chèques transports pour les habitants et entreprises des zones rurales	Dépense	

#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
298	49	aides directes aux locataires et propriétaires pour soutenir les ménages en situation de précarité énergétique	Dépense	
299	49	révision de la taxe professionnelle : ciblage 7 Mde de manque à gagner	Recette	
300	50	renforcement du Conseil d'analyse stratégique (héritier du Plan)	Dépense	
301	50	nouvelle institution Comité prospectif : instance permanente	Dépense	
302	50	mise en place d'un pôle national d'expertise et d'étude au service des collectivités	Dépense	
303	51	le statut de La Poste redeviendra celui d'un établissement public		
304	52	mise en place d'un bouclier territorial : normes de délais d'accès maximums aux services de santé, d'éducation, de sécurité, de justice ou d'accueil de la petite enfance	Dépense	
305	53	évaluation de l'utilité sociale de chaque dépense au regard d'indicateurs précis	Moindre dépense	
306	53	discussion et redéfinition périodique du périmètre des services publics	Moindre dépense	
307	53	évaluation objective de l'ouverture à la concurrence des Services d'Intérêt Économique Général		
308	53	mise en œuvre de la validation des acquis de l'expérience pour les agents publics	Dépense	
309	53	discussion de nouvelles modalités d'application des 35 heures dans la fonction publique exemple adaptation du temps de travail à la pénibilité des agents	Dépense	
310	53	fin à la précarisation dans la fonction publique (CDD multipliés)	Dépense	
311	54	suppression du conseiller territorial	Moindre dépense	
312	54	péréquation horizontale et verticale : 25 % des dotations de l'État à la péréquation dans un délai de 10 ans		
313	54	privilégier les couples Région-intercommunalité Département-communes		
314	54	réintroduction de la clause de compétence générale et des financements croisés		
315	54	désignation de chefs de file pour favoriser la conduite de projets et clarifier les responsabilités		
316	54	constitution de métropoles ou de pôles urbains de projets	Dépense	
317	55	création d'une agence de développement, d'un conseil économique et social pour structurer la planification urbaine et organiser les transports en commun	Dépense	
318	55	grande conférence territoriale pour élaborer une architecture commune		
319	57	programme d'éducation à la citoyenneté aux droits fondamentaux à la laïcité et aux valeurs de la République pour toute la jeunesse		
III.	320	l'interdiction du financement public des lieux de cultes doit être préservée		
	321	Les voies permises par le juge administratif (aménagement de lieux culturels ou ludiques) préservées		
R	322	Nous refuserons les fondamentalismes qui nient la séparation entre la sphère privée (dont relève la religion) et l'espace public (où doit prévaloir la neutralité).		
a	323	port du voile intégral non accepté		
s	324	à l'hôpital public, les soins ne sauraient être empêchés au motif que le médecin qui les prodigue serait un homme		
s	325	les enseignements à l'école – notamment ceux de l'histoire ou des sciences naturelles – ne sauraient être perturbés ou contestés pour des motifs religieux		
e	326	création d'une agence francophone de l'Éducation	Dépense	
m	327	mise en place d'un programme Erasmus francophone	Dépense	
b	328	développement des Maisons de la Francophonie	Dépense	
J	329	objectif de 10 000 postes supplémentaires sur 5 ans de policiers et gendarmes	Dépense	
e	330	mise à niveau progressive des moyens de la justice pour que la France rejoigne les premiers rangs européens	Dépense	
r	331	définition de zones de sécurité prioritaire : magistrat du parquet désigné comme référent, autres services mobilisés le temps nécessaire	Dépense	
	332	déploiement de police des quartiers dans ces villes	Dépense	cf page 68
I	333	utilisation de la vidéo-surveillance quand elle est utile		
e	334	nouvelle génération de contrats locaux de protection et de tranquillité publiques		
s	335	amélioration de l'accueil et la protection des victimes : dispositifs dédiés	Dépense	
	336	information systématique aux victimes et aux services de sécurité des décisions judiciaires	Dépense	
F	337	police technique et scientifique sur les lieux d'infraction relevant de la délinquance de masse en rétablissant le principe d'individualisation des crédits	Dépense	
r	338	création de travaux d'intérêt éducatif dans les écoles : obligation scolaire comme mode de sanction disciplinaire		
a	339	revitalisation de la fonction de délégués du procureur pour assister les magistrats du parquet	Dépense	
n	340	développement des travaux d'intérêt général : moyens juridiques et financiers mis à disposition des préfets, création de lieux de réparation	Dépense	
ç	341	développement des mesures de réparation pour limiter l'engorgement des tribunaux pour enfants		
a	342	réorganisation du dispositif des établissements et services de la PJJ		cf page 63
i	343	Expérimentation pour les multirécidivistes du recours à des centres de discipline et de réinsertion	Dépense	
s	344	Suivi éducatif et social à la sortie par intensification des moyens consacrés à la protection judiciaire de la jeunesse	Dépense	
	345	proposition de réglementation cadre dédiée aux établissements recevant du public		
	346	modèle de class action possibilité pour les maires de saisir la justice de plaintes au nom d'un groupe pour lutter contre la loi du silence		
	347	création d'une filière dans la fonction publique territoriale pour former des éducateurs de la prévention de la délinquance	Dépense	
	348	recentrage des missions des polices municipales sur la tranquillité publique		
	349	réforme du mode de nomination des procureurs : soumission à avis conforme du CSM		
	350	alignement du statut des procureurs sur celui des magistrats du siège (carrière et régime disciplinaire)		
	351	modification des règles de nomination des membres du CSM		
	352	interdiction des instructions individuelles du Garde des Sceaux		
	353	le Garde des Sceaux rendra compte au Parlement une fois par an de sa politique, débat public annuel		
	354	maintien des juges d'instruction pour les affaires les plus importantes		
	355	limitation de la durée des enquêtes préliminaires du parquet au-delà de laquelle un juge d'instruction devra être désigné		
	356	mise en œuvre de la collégialité de l'instruction : mise en cause, victime		
	357	élargissement des compétences de l'actuel juge des libertés et de la détention		
	358	réforme de la garde à vue, réservée aux infractions graves	Moindre dépense	
	359	limitation du recours à la comparution immédiate	Moindre dépense	
	360	réflexion générale sur l'organisation territoriale de la justice		
	361	création de pôles de proximité, sur la base du maillage des tribunaux d'instance, instruction des affaires touchant à la vie quotidienne	Dépense	

#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
362	63	développement des Maisons de la Justice et du droit, missions d'assistance juridique	Dépense	
363	63	création au sein des tribunaux de lieux de concertation et de consultation composés de professionnels et de représentant d'usagers	Dépense	
364	63	mise en place d'accueils spécifiques dans les commissariats et les tribunaux pour les victimes : guide pratique, domiciliation, aide psychologique proposée, téléprocédures pour connaître en temps réel l'évolution de la plainte	Dépense	
365	63	possibilité directe de constitution de partie civile par les victimes		
366	63	facilitation de l'indemnisation des victimes	Dépense	
367	63	possibilité de saisir le juge, y compris en urgence, pour obtenir des mesures de protection personnelle ou patrimoniale	Dépense	
368	63	introduction de l'action de groupe, au pénal et au civil, pour protéger les victimes de dommages de faible montant		
369	63	évaluation des textes législatifs en matière pénale		
370	63	développement de l'application de sanctions diversifiées		
371	64	création des délégués du juge pour enfants : mise en œuvre pour la première infraction de mesures alternatives	Dépense	
372	64	Spécialisation : officiers de police judiciaire spécialisés, chargés d'assurer le traitement des infractions commises et subies par des mineurs	Dépense	
373	64	création d'une mesure de tutorat judiciaire et éducatif pour des mineurs délinquants	Dépense	
374	64	revalorisation du budget de la PJJ	Dépense	
375	64	soutien aux associations dans leur action de prise en charge des jeunes en difficulté	Dépense	
376	64	privilégier les petites structures d'enfermement	Dépense	
377	64	rapprochement des détenus de leur lieu familial	Dépense	
378	64	mettre en place l'encellulement individuel	Dépense	
379	64	moyens pour accompagner les détenus à leur sortie	Dépense	
380	64	moyens pour accompagner les libérations conditionnelles	Dépense	
381	64	mise en œuvre d'un plan de santé publique pénitentiaire (prise en charge de la situation psychiatrique des détenus)	Dépense	
382	64	prisons dignes du pays des droits de l'homme : maintenance, effort de réhabilitation	Dépense	
383	65	formations spécifiques obligatoires pour la police et la justice exemple les contrôles d'identité sont encadrés par la loi	Dépense	
384	65	suivi assuré des délibérations de la Halde		
385	65	création d'un numéro d'appel gratuit pour les personnes victimes de discriminations, et élus locaux	Dépense	
386	65	enquête indépendante par l'Insee pour disposer de données précises sur les discriminations		
387	65	Respect de l'obligation de mise à disposition d'un terrain aménagé pour les gens du voyage		
388	65	Gens du voyage : mesures spécifiques pour la scolarisation des enfants	Dépense	
389	65	mission annuelle pour faire le point sur les discriminations dans les établissements scolaires et les actions menées		
390	65	renforcement du cahier des charges de l'audiovisuel public pour que les programmes soient à l'image de toute la société		
391	65	mise en place d'une formation anti-discriminatoire pour les recruteurs et les DRH		
392	65	généralisation du CV anonyme, y compris les stages		
393	66	action avec les partenaires sociaux pour tendre vers la disparition des temps partiels de moins de 20 heures		
394	66	dotations publiques supprimées aux partis politiques qui ne respectent pas l'objectif de parité	Moindre dépense	cf page 70
395	66	respect de la loi sur l'obligation d'un centre IVG dans chaque structure hospitalière	Dépense	
396	66	accès aux mineurs d'une contraception gratuite et anonyme	Dépense	
397	66	création Observatoire national sur les violences faites aux femmes : formation assurée aux professionnels concernés	Dépense	
398	66	loi pour attaquer les systèmes de la prostitution : prévention par éducation, démantèlement des réseaux, réinsertion, sanction des clients	Dépense	
399	66	mesures éducatives voire législatives pour lutter contre l'excision et les mariages forcés	Dépense	
400	66	Handicap : mesures volontaristes pour permettre l'accès à la vie de la cité	Dépense	
401	66	garantie de l'application de l'Agenda 22	Dépense	
402	66	garantie de l'existence d'un volet handicap dans chaque loi soumise au Parlement	Dépense	
403	66	présence assurée de personnes en situation de handicap dans toutes les institutions les concernant		
404	66	garantie de ressources assurée : élévation de l'Allocation Adulte Handicapée, 80 % du SMIC	Dépense	
405	66	sanctions durcies en cas de non-respect de l'obligation d'employer 6 % de salariés en situation de handicap	Recette	
406	66	personnes en situation de handicap accessibilité de tous les services de l'État et des administrations	Dépense	
407	66	personnes en situation de handicap campagnes de sensibilisation réalisées	Dépense	
408	66	droit au mariage ouvert pour tous les couples		
409	66	adoption autorisée pour tous les couples avec projet parental cohérent		
410	67	renforcement du PACS : congés pour événements familiaux, protection sociale complémentaire, droit au séjour, enregistrement à la mairie	Dépense	
411	67	accès à l'Assistance médicale à la Procréation AMP ouvert aux femmes sans condition de situation de couple ou d'infertilité	Dépense	
412	67	simplification des règles applicables aux dons d'embryons		
413	67	autorisation des inséminations et transferts d'embryons post mortem si projet parental en cours interrompu		
414	67	droit à bénéficier d'une assistance médicalisée pour mourir dans la dignité, sous le contrôle d'un collège de médecins	Dépense	
415	68	finalisation rapide des opérations ANRU en cours	Dépense	
416	68	lancement d'un programme pour des quartiers ne faisant pas l'objet d'ANRU, contrats de diversité sociale joints	Dépense	
417	68	contrat unique de développement humain et de renouvellement urbain		
418	68	pôles de services publics installés : médiateur local disponible	Dépense	
419	68	établissement de maisons de santé pour faciliter l'action des professionnels de santé	Dépense	
420	68	Emplois soutiens financiers aux villes et aux agglomérations qui créent des zones d'activités rendues attractives par la mutualisation des services	Dépense	
421	68	bouclier rural : garantir un temps d'accès maximum aux services essentiels, qualité de réseau de distribution d'électricité équivalente à celle des villes	Dépense	
422	69	création de zones de développement économique rural : nouveaux outils fiscaux bancaires réglementaires exemple une partie de l'épargne prélevée pour soutien d'actions de développement	Dépense	
423	69	Ministère de l'aménagement du territoire : veiller à la desserte et au développement des transports	Dépense	
424	69	Outremer abaissement du coût des liaisons avec l'Hexagone	Dépense	

#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
425	69	Outremer programme volontariste dans le logement social et d'infrastructures de transport	Dépense	
426	70	comptage séparé des bulletins blancs		
427	70	droit de vote et d'éligibilité aux étrangers résidant légalement depuis 5 ans pour les élections locales		
428	70	introduction d'une dose de proportionnelle dans les Assemblées parlementaires		
429	70	rééquilibrage du collège électoral des sénateurs en faveur des départements et des régions		
430	70	Non-cumul du mandat pour les parlementaires avec la responsabilité d'un exécutif local, idem pour les ministres en exercice		
431	71	obligation pour les parlementaires et ministres de publier leur déclaration de patrimoine		
432	71	obligation pour les parlementaires et haut fonctionnaires des 3 fonctions publiques de se soumettre à une déclaration d'intérêts		
433	71	renforcement du statut et des moyens de la Commission nationale des comptes de campagnes et des financements politiques CNCCFP	Dépense	
434	71	consolidation du Service central de prévention de la corruption SCPC	Dépense	
435	71	incompatibilité de fonctions dirigeants dans toute structure bénéficiaire de financements publics pour les ministres et des activités dans les entreprises privées pour les fonctionnaires		
436	71	renforcement des sanctions pénales contre les délits de favoritisme et la prise illégale d'intérêts		
437	71	délai de viduité rallongé à 5 ans (pantouflage)		
438	71	Commission de déontologie contrôle systématique		
439	71	communication électronique des budgets de la Présidence de la République, du Gouvernement et des deux assemblées		
440	71	établissement d'une instance d'évaluation des engagements pour le quinquennat rattachée à la Cour des comptes		
441	71	initiative d'organiser des jurys citoyens participatifs par le Conseil Economique et Social		
442	72	modification de la loi pour que le Parlement ne puisse bloquer une proposition de loi référendaire soutenue par 1/5 ème des parlementaires et 1/10ème des électeurs		
443	72	procédure plus souple sera créée pour que toute demande de débat, soutenue par au moins un million de pétitionnaires, fasse l'objet d'une discussion et d'un vote au Parlement		
444	72	Création pour les grands débats publics de sites Internet officiels, sous l'égide de la CNDP, pour permettre aux citoyens de donner leurs opinions sur les grands sujets publics	Dépense	
445	72	instruction civique renforcée : mobilisation des élus locaux et parlementaires		
446	72	obligations accrues de transparence pour la composition du capital des groupes de presse		
447	72	chaque entreprise de presse se dotera d'une société de journalistes		
448	72	retour sur la législation de 2010 concernant l'origine des sources d'un journaliste		
449	72	fin de la nomination par le Président de la République des responsables de l'audiovisuel public		
450	72	revue de la composition des conseils d'administration de France Télévisions, de Radio France et de l'Audiovisuel extérieur de la France		
451	72	réforme de la composition du CSA, parité hommes femmes, nommera les présidents de l'audiovisuel public		
452	73	création d'une chaîne jeunesse sans publicité sur le canal de France 4	Dépense	
453	73	création d'un nouveau portail d'information alimenté par l'ensemble des opérateurs publics	Dépense	
454	73	création d'une marque permettant au service public de se distinguer, label ombrelle	Dépense	
455	73	répartition équitable du temps de parole entre la majorité et l'opposition, excepté les prises de paroles protocolaires du Président de la République		
456	73	renforcement des règles anti-concentration dans les médias		
457	73	réduction de la dépendance des opérateurs de médias à la dépendance publique		
458	73	encadrement de la participation des médias nationaux dans les médias locaux		
459	73	modernisation du dispositif de contrôle pluri-médias intégrant la presse y compris gratuite et internet		
460	73	critères complétés sur l'appréciation par le CSA des acquisitions ou lancements de chaîne, renouvellement de licence		
461	73	dispositif d'information clair et systématique imposé des liens entre des informations concernant des marchés, des produits ou des personnalités en lien avec son propriétaire et les intérêts directs qu'il y compte		
462	73	nomination des membres du Conseil constitutionnel à la majorité des 3/5 ème du Parlement, respect principe homme-femme		
463	73	fin de la possibilité offerte aux anciens présidents de la République d'y siéger à vie		
464	74	Pour les parlementaires auteurs d'un recours, l'établissement de la procédure contradictoire et de l'audience publique, pratiques existant déjà dans le cadre de la QPC, deviendront la règle		
465	74	désignation du Défenseur des droits aux 3/5 èmes du Parlement		
466	74	mise en œuvre de la proposition de la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme concevant le Défenseur des Droits comme un recours, au service des AAI, pour interpellier les institutions et l'opinion publique		
467	74	discussion avec les partenaires sociaux de la possibilité de leur conférer le statut de producteurs de droit social comme le fait la législation européenne		
468	74	l'obligation annuelle de négociation sera étendue la diversité des entreprises sous le contrôle d'une commission départementale ou territoriale du dialogue social		
469	74	étendue des les droits des comités d'entreprise et d'établissement à l'information et à l'intervention en amont des décisions industrielles et financières.		
470	74	renforcement de représentativité, les pouvoirs et les moyens d'action des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des grandes entreprises.		
471	74	Président de la République encadrement du droit de dissolution		
472	74	Président de la République proscription de l'article 16C qui octroie les pleins pouvoirs en cas de crise		
473	74	Président de la République limite à lui seul des garanties accordées par son statut juridique		
474	75	Président de la République suppression du droit d'expression devant le Congrès		
475	75	Président de la République clarification de la mise en œuvre du droit de destitution par la possibilité de l'auditionner par une commission d'enquête parlementaire		
476	75	obligation faite au Premier ministre de présenter l'agenda des réformes au début de chaque session parlementaire		
477	75	obligation aux ministres en fin de chaque session de présenter au Parlement un bilan de l'application des lois votées		
478	75	débat parlementaire sera organisé en début de procédure législative sur les études d'impact du Conseil d'Etat étant rendus publics		
479	75	suppression de la Cour de Justice de la République	Moindre dépense	
480	75	Ministres : actes de délinquance ordinaire, jugement par des juridictions de droit commun		
481	75	activité parlementaire fixation du quorum au 1/3 pour les débats en commission et au 1/10ème pour les débats en séance		
482	75	activité parlementaire individualisation du suivi du travail parlementaire (avec la publicité des votes individuels lors des scrutins publics, la publicité des délégations du vote		

	#	page	INVESTIGATIONFIN Les (presque) 500 Propositions / mesures du Projet PS http://investigationfin.canalblog.com	Impact financier comptes publics	Méthode calcul / proposition liée
	483	75	activité parlementaire suppression du droit de veto du Sénat en matière constitutionnelle et organique.		
	484	75	désignation d'un contre-rapporteur de l'opposition sur les projets et propositions de lois		
	485	75	octroi aux Présidents de groupes parlementaires de la faculté de s'opposer quatre fois par an au temps législatif programmé		
	486	75	contrôle du gouvernement droit de tirage relatif à la création de commissions d'enquête renforcé		
	487	75	contrôle du gouvernement rôle des commissions permanentes accru		
	488	75	contrôle du gouvernement publicité des auditions des commissions permanentes assurée sauf si 3/5 èmes des membres s'y opposent		
	489	75	contrôle du gouvernement droit de réplique pour les parlementaires instauré dans les Questions d'actualité du Gouvernement		
	490	75	limite du cumul des rémunérations pour les élus locaux : rémunérations annexes comme celles des syndicats intercommunaux intégrées dans le calcul de l'écrêtement	Moindre dépense	